

# Déclaration publique d'organisations juives européennes sur la définition et l'élimination de l'antisémitisme

30 octobre 2018



Onze organisations juives européennes ont publié une déclaration exprimant leur inquiétude devant l'organisation à Bruxelles d'une conférence soutenue par le gouvernement israélien, dont le but est de taxer d'antisémitisme la critique légitime et les manifestations contre la politique du gouvernement israélien, dont les tactiques de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS).

En tant qu'organisations juives européennes engagées dans l'élimination de l'antisémitisme, la xénophobie, l'islamophobie et toutes autres formes de racisme, nous aimerions exprimer notre très profonde inquiétude face à

l'organisation d'une conférence à Bruxelles (6-7 novembre 2018), soutenue par le gouvernement israélien, dont le but est de qualifier la critique légitime et les manifestations contre la politique du gouvernement israélien, d'antisémitisme. Nous demandons aux institutions européennes, dont la Commission Européenne, l'Agence pour les Droits Fondamentaux (ADF) et les membres du Parlement européen, de se méfier des tentatives du gouvernement israélien pour mettre en place de fausses allégations d'antisémitisme afin de limiter et de criminaliser le travail des organisations de la société civile, y compris celles de diverses communautés juives d'Europe, pour rechercher la paix et la justice en Israël/Palestine.

Cette conférence, coorganisée par l'Association Juive Européenne et deux ministères israéliens, a pour but de persuader tous les partis politiques européens que souscrire aux « lignes rouges » qui déclarent que légitimer les appels à faire pression sur Israël, y compris par les tactiques de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), serait « fondamentalement antisémite ».

Nous rejetons leur appel. L'antisémitisme est une menace minime, mais réelle et grandissante pour les populations juives d'Europe – et ailleurs, comme le démontre si tragiquement la récente agression à Pittsburgh. Confondre la réelle menace que constitue l'antisémitisme avec la critique légitime du gouvernement israélien et de sa politique est une démarche dangereuse ; elle menace de mal orienter les efforts de l'Europe pour combattre l'antisémitisme. Ces efforts d'Israël ne représentent pas les communautés juives d'Europe. La politique israélienne du siège de Gaza et de la ségrégation raciale en Cisjordanie, des attaques mortelles sur des civils et de l'expropriation de la terre au profit de colonies pour les seuls Juifs – ne se fait pas en notre nom. Nous rejetons les tentatives pour mettre sur le même plan l'opposition à cette déplorable politique et l'antisémitisme.

Dans le contexte des liens croissants du gouvernement

israélien avec les dirigeants, associations et partis politiques racistes, sexistes et xénophobes, en Europe et aux Etats Unis (dont certains ont un passé entaché d'un antisémitisme flagrant), il existe une réelle menace d'émergence de l'antisémitisme. La conférence du gouvernement israélien organisée à Bruxelles ne recherche pas des solutions très nécessaires contre cette menace. Elle cherche hélas au contraire à exploiter l'antisémitisme pour maintenir un statu quo intenable d'occupation, d'oppression et de peur en Israël/Palestine. Nous sommes totalement opposés à sa mission.

En tant qu'organisations juives engagées dans la promotion de la justice sociale et de l'égalité, nous avons exprimé à plusieurs occasions la nature problématique de l'invocation d'allégations d'antisémitisme pour essayer de réduire au silence les voix qui s'opposent aux violations israéliennes. Plus de 40 organisations juives ont récemment publié une lettre ouverte qui exprimait leur « inquiétude croissante devant le ciblage d'organisations qui soutiennent les droits des Palestiniens en général et le mouvement non violent de Boycott, Désinvestissement et Sanctions en particulier ». Ajoutant que « Ces attaques prennent trop souvent la forme d'accusations cyniques et fausses d'antisémitisme qui confondent dangereusement racisme anti-juif et opposition à la politique et au système d'occupation et d'apartheid d'Israël. »

Le droit de défendre les droits de l'Homme, y compris les droits des Palestiniens, devrait être sauvegardé maintenant plus que jamais. Les partis politiques de l'UE ont la responsabilité de mettre fin à la complicité de leurs Etats respectifs avec les violations du droit international par Israël. Il est temps d'agir contre l'antisémitisme, la xénophobie, l'islamophobie et toutes les autres formes de racisme. Il est temps d'agir contre les décennies d'occupation et de ségrégation raciale par Israël. Ne prêtez pas la main aux tentatives d'Israël pour nous faire cesser l'une et

l'autre actions.

**Signé par**

Een Andere Joodse Stem / Une Autre Voix Juive (Belgique)

Libre Parole sur Israël (Royaume Uni)

UJFP – Union Juive Française pour la Paix (France)

JFJFP – Juifs pour la Justice pour les Palestiniens (Royaume Uni)

ECO-Rete – Juifs Contre l'Occupation (Italie)

Een Ander Joods Geluid / Une Voix Juive Différente (Pays Bas)

Judar för Israelisk Fred / Juifs pour la Paix Israélo-palestinienne (Suède)

Jüdische Stimme für eine gerechlen Frieden in Nahost / Voix juive pour une Paix Juste au Proche Orient (Allemagne)

Joder for en retfaerdig fred (Danemark)

Voix Juive pour la Démocratie et la Justice en Israël/Palestine (Suisse)

EJJP – Juifs Européens pour une Paix Juste (Réseau Européen)

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [ECC Palestine](#)